

Les fabricants, et à une petite échelle les détaillants, en sont revenus à se centraliser dans la production fermière. L'industrie des volailles en est l'exemple frappant; la production de bétail, d'aliments, de fruits et de légumes est également concentrée verticalement en quelque mesure. Bien qu'il soit vraisemblable que ce genre de concentration verticale augmente, elle ne dominera pas avant longtemps l'agriculture des États-Unis.

La commission sur l'alimentation a trouvé que dans aucun secteur important de l'industrie alimentaire, la taille de l'exploitation efficace ne demande des sociétés si grandes qu'il n'y a place pour quelques-unes sur le marché national. La commission faisait une distinction radicale entre (1) la croissance interne due à l'esprit de progrès et à une efficacité supérieure et (2) la croissance par fusion. La première est souvent la preuve que le public a été bien servi; la seconde peut n'apporter aucun bénéfice public du tout. La commission a conclu qu'il était très vraisemblable que cela servirait mieux la concurrence réelle si les plus grandes sociétés dans un domaine déjà centralisé de l'industrie alimentaire n'avaient pas l'autorisation d'acquérir d'autres sociétés dans le même domaine. Elle a dit que le même principe devrait s'appliquer à l'achat d'alimentation et a proposé que les agences antitrusts établissent des directives pour mettre cette politique en vigueur.

La commission n'a pas trouvé un cas général pour s'opposer à l'intégration verticale et à la centralisation. En fait, pourtant elle a conclu que la bonne conduite des firmes de cette espèce serait plus proche d'être assurée si elles devaient révéler au public les résultats financiers de leur gestion dans chaque domaine essentiel où elles sont impliquées.

La commission a proposé plusieurs changements d'organisation et de politique des agences régulatrices du ministère américain de l'agriculture en partie pour faire face aux problèmes de la structure du marché, mais principalement pour régulariser les pratiques commerciales dans la commercialisation des produits fermiers hautement périssables.

Efficacité et progressivité

La commission sur l'alimentation a trouvé l'industrie alimentaire généralement efficace et progressive. Il y avait une exception dans la distribution de certains aliments depuis les usines des fabricants jusqu'aux étagères des détaillants. Le pain, le lait, et quelques autres produits sont livrés aux magasins et présentés là-bas par les employés des producteurs selon des méthodes qui gaspillent la main-d'œuvre et l'équipement. La promotion exagérée et la prolifération de produits futiles ont également été considérées comme significatives de l'utilisation inefficace des ressources.

Consommateurs et producteurs

La commission a insisté sur l'importance de fournir aux consommateurs suffisamment de renseignements objectifs afin qu'ils tirent de leur argent la plus grande satisfaction. Elle a exprimé sa désapprobation sur nombre de confusions ennuyeuses comme les étiquettes «cents en moins», les prix gonflés des «grands formats économiques», et les «bonnes affaires» publiées sur lesquelles on ne fait aucune réduction de prix. La commission a été en faveur d'indiquer obligatoirement la qualité sur les aliments en paquet lorsque c'est possible, d'augmenter le standard d'identité et l'étiquette avec les renseignements; elle a désapprouvé les emballages qui trompent les consommateurs ou rendent difficile la comparaison des prix pour une raison non valable techniquement. La commission a été également en faveur d'établir une agence centrale pour le consommateur dans la section exécutive du gouvernement fédéral. (Personnellement, je préférerais voir chaque agence existante remplir consciencieusement ses responsabilités envers les consommateurs dans les secteurs de leurs propres compétences particulières.)